

# Les Journées

## de l'économie 2012



C'est dans une conjoncture économique délicate que se sont tenues, les 8 et le 9 février derniers, les traditionnelles Journées de l'économie du Luxembourg et de la Grande Région. Les entrepreneurs et autres décideurs de la place étaient une fois de plus venus nombreux à ce premier rendez-vous important de 2012. Les deux demi-journées ont ainsi réuni près de 500 personnes à la Chambre de commerce du Luxembourg. Le succès de la sixième édition de ce forum économique organisé par l'Observatoire de la compétitivité, la Fedil, la Chambre de commerce, en collaboration avec PwC Luxembourg, démontre l'importance que les professionnels attachent à ce type d'initiative.

La thématique de la stratégie industrielle avait été choisie comme trame de fonds pour rassembler des entrepreneurs, économistes, ou encore des représentants du monde politique ou syndical. Tous étaient désireux de donner leur point de vue éclairé sur les différentes problématiques évoquées, sous le regard averti de S.A.R. le Grand-Duc héritier.

Depuis les débuts des années 80, l'industrie connaît un profond déclin en Europe de l'Ouest, représentant aujourd'hui seulement 7% du produit intérieur brut (PIB) luxembourgeois, contre 44% en 1970. L'essor du secteur financier et des services qui a soutenu la croissance du pays jusqu'il y a peu, relativisait le vieillissement du capital indus-

triel et la baisse de la compétitivité du Luxembourg. Malgré ce tableau morose, les intervenants se sont accordés sur un consensus : le Luxembourg, tout comme la Grande Région, ne peut pas abandonner l'industrie au profit d'une économie totalement basée sur une monoculture des services davantage vulnérable.

Le pays devrait donc aborder une ré-industrialisation, ou plutôt une nouvelle industrialisation à travers une spécialisation dans des secteurs à haute valeur ajoutée. Dans ce contexte, Claude Wiseler, ministre du Développement durable et des Infrastructures a mis en exergue un premier défi : l'importance d'une stratégie d'aménagement du territoire et d'une mobilité innovante comme leviers de développement économique au Luxembourg et en Grande Région. Il s'agit notamment de promouvoir la transformation des infrastructures existantes, comme dans le cas du projet transfrontalier Alzette-Belval, en offrant des conditions favorables pour les promoteurs qui désirent investir dans des projets industriels.

Pour clore le débat de cette première demi-journée la création d'un haut comité pour l'industrie a recueilli l'unanimité des opinions. A l'image de celui déjà existant pour la place financière, ce comité permettrait de formaliser la stratégie industrielle du Luxembourg de façon concertée dans le but de favoriser la mise en place d'actions rapides.

Pour son premier discours officiel depuis sa prise de fonction, Etienne Schneider, ministre de l'Economie et du Commerce extérieur a souligné la nécessité de revenir vers un équilibre budgétaire afin d'assurer la compétitivité du Luxembourg, tout en confirmant la volonté gouvernementale d'aller dans le sens de la diversification économique.

Pour le ministre, l'Etat a un rôle prioritaire dans la relance économique et le déploiement d'une « nouvelle » industrialisation. Parmi les grands projets, on notera la volonté d'en finir avec la pression immobilière qui représente souvent un handicap pour l'attractivité du pays auprès d'entrepreneurs étrangers. L'investissement dans le capital humain et le développement durable sont deux autres piliers essentiels de la future politique économique voulue par Etienne Schneider.

Les intervenants ont par ailleurs souligné que la mise en place d'outils de gestions adaptés et le développement d'une culture entrepreneuriale sont autant de leviers pour optimiser la compétitivité des entreprises industrielles en ces temps de crise.

Dans une période où les réserves sont vides et où les liquidités sont rares, les entreprises ont de plus en plus de difficultés à financer le maintien de leur activité. Dans ces conditions, il devient parfois plus pertinent de redéployer sa stratégie commerciale sur de nouveaux marchés régionaux avec des coûts de transports réduits et une couverture commerciale mieux maîtrisée. Un constat qui se justifie d'autant plus au Luxembourg où 80% de la production industrielle est exportée. En ce qui concerne l'accès au financement de l'activité, une option pour les filiales de grands groupes peut

être de solliciter des lignes de crédit intra-groupe. Dans les opérations à l'international, les entreprises peuvent également contracter des assurances- crédit auprès de l'Office Ducreire ou de prestataires privés.

La définition d'un plan de déploiement commercial flexible devient donc indispensable pour les entreprises. Un nombre grandissant d'entre elles opèrent des stratégies de segmentation pour se repositionner sur des marchés où elles retrouvent une position monopolistique, moins vulnérable à la concurrence et à la baisse des prix. Pour résister dans le climat économique actuel, il faut en effet chercher à se différencier mais cela nécessite une innovation dont le coût doit être bien mesuré.

Au sortir des discussions interactives entre intervenants et participants, il ressort un mot clé : flexibilité, s'appliquant aussi bien pour les entreprises dans leur gestion des différentes fonctions que pour les autorités publiques dans les mesures à mettre en œuvre pour soutenir les acteurs de l'industrie.

Les Journées de l'économie ont donc permis de mettre en évidence, de façon objective et avec un franc-parler nécessaire, la situation économique très délicate à laquelle le pays est confronté. Sans tomber dans le catastrophisme, il convient de prendre les mesures nécessaires pour dynamiser le développement d'une nouvelle industrialisation du Luxembourg.

[www.economydays.lu](http://www.economydays.lu)

